

# Le grand oral des politiques et de l'État face aux CIQ

Ils ont tenté de répondre aux doléances des comités d'intérêt de quartier

**R**éunis, hier matin, dans l'hémicycle du conseil municipal qui avait été mis à leur disposition par la municipalité, les membres du conseil d'administration de la confédération générale des CIQ de la Ville de Marseille et des communes environnantes ont tenu leur assemblée générale sous la présidence de Jean-Marc Chapus. Avec notamment, à l'ordre du jour, la création de la nouvelle marque "Confédération des CIQ de Provence" qui a été adoptée à une large majorité des quelque 180 personnes présentes.

L'occasion surtout pour les CIQ d'interpeller les élus locaux ainsi que les représentants de l'État sur plusieurs situations sensibles et dossiers en souffrance, régulièrement pointés du doigt par les habitants des quartiers concernés, notamment dans les domaines de la propreté, de la sécurité, du stationnement ou de la circulation.

Le maire LR Jean-Claude Gaudin, mais également la présidente LR du Département et de la Métropole, Martine Vassal, ainsi que le préfet de police Olivier de Mazières et le secrétaire général de la préfecture, Nicolas Dufaud, se prêtaient de bonne grâce à l'exercice, livrant même quelques précisions et informations inédites.

► **L'habitat indigne** : le maire dit avoir demandé "une radioscopie de tout le logement indigne sur le territoire de la cité phocéenne" afin de disposer avant la fin de son mandat, "d'un état des lieux incontestable qui ne puisse pas faire l'objet de joutes politiciennes ni constituer un enjeu électoral".

► **La fusion Départe-**



Les questions ont fusé, hier, concernant la gestion de la Ville et de la Métropole. / PHOTO GEORGES ROBERT

**ment-Métropole** : selon Jean-Claude Gaudin, "Martine Vassal est la mieux à même de bâtir la solidité de la future union entre les deux collectivités". Et d'ajouter : "Il faut le faire et le faire vite, dans l'intérêt de tous les citoyens, mais sans séparer le département des Bouches-du-Rhône qui doit rester unique".

► **Les travaux de voirie** : ne ménageant pas ses critiques vis-à-vis de certains opérateurs et de leurs sous-traitants, la présidente de la Métropole a annoncé qu'elle avait demandé à ses services de "refaire un règlement de voirie qui soit beaucoup plus répressif et extrêmement punitif" quand les travaux sont réalisés "en dépit du

bon sens".

► **La carrière de Palama** : rappelant que suite au refus de la préfecture de régulariser cette activité, l'affaire avait été renvoyée devant le tribunal administratif par le Conseil d'État, Nicolas Dufaud a indiqué "qu'une décision est attendue très rapidement". Et de promettre que si une régularisation est imposée par la justice, la préfecture "travaillera très précisément sur le sujet", à savoir les conséquences pour les riverains du trafic de camions généré par l'activité de stockage de déchets dans cette ancienne carrière située dans le 13<sup>e</sup> arrondissement.

► **Le Saphire Club** : comme l'a indiqué Nicolas Dufaud,

cette boîte de nuit située dans le 6<sup>e</sup> arrondissement et dont les nuisances sont régulièrement dénoncées par les riverains, "est frappée, depuis la semaine dernière, d'une nouvelle fermeture administrative d'une durée de 3 mois, pour travail dissimulé"; la 7<sup>e</sup> depuis son ouverture... Pour Olivier de Mazières, "la forte résilience de cet établissement dont les changements de gérant, d'équipe dirigeante et de capital semblent n'avoir pour seul but que d'entraver l'action de la police et de la justice, laisse surtout planer un sérieux doute sur l'origine de ses financements". Et d'indiquer que ses services "vont y travailler particulièrement"...

Philippe GALLINI